

19^e JOURNÉE DU LIVRE POLITIQUE

Les nouvelles frontières de la République

Samedi 10 avril 2010 à l'Assemblée nationale

Programme

10h : Discours inaugural par **Louis Schweitzer**, président de la HALDE, président d'honneur de Renault

10h15 : Présentation du sondage TNS Sofres par **Brice Teinturier**, directeur général-adjoint de TNS Sofres

10h20 : Introduction par **Dominique Schnapper**, directrice d'études à l'EHESS, ancien membre du Conseil Constitutionnel

Fil rouge : Dominique Reynié, professeur à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

10h30 – 11h15 : Table ronde n°1 : liberté : nouvelles formes, nouvelles menaces ?

Animée par : Philippe Méchet, secrétaire général de Lire la Politique, maître de conférences à Sciences Po

Avec : Pierre Joxe, ancien ministre, ancien membre du Conseil constitutionnel, **Jacques Toubon***, ancien ministre, **Denis Olivennes**, président du directoire du Nouvel Observateur

Grand témoin : Jean-Luc Roméro, président de l'association pour le Droit de mourir dans la dignité (ADMD)

Fil rouge : Dominique Reynié, professeur à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'Innovation politique

Par bien des aspects, le siècle de la globalisation semble annoncer un nouveau déploiement des libertés. Cela ressemble au triomphe de l'idée républicaine. Jamais débattre ou communiquer ne fut aussi simple et jamais un nombre aussi grand de nos concitoyens n'ont eu la possibilité de rendre public leur point de vue. De même, chacun semble pouvoir choisir la vie qu'il souhaite mener. Le monde du consumérisme offre la possibilité d'un individualisme certes ordinaire mais à la portée de tous.

Pourtant, de nouveaux contentieux apparaissent qui conduisent à balancer la description. Ici, on redoute que les dispositifs technologiques préparent des modalités nouvelles de surveillance, de traçage de chacun de nos faits et gestes, de chacune de nos opinions. Là, de nouvelles intolérances se manifestent, capables d'interrompre le travail de la science et d'empêcher tout débat, y compris par la force. Là encore, de nouvelles susceptibilités s'affirment et semblent désireuses, voire capables, de limiter la liberté d'opinion ou de création, par exemple à propos de la question religieuse.

11h15 – 12h00 : Table ronde n°2 : liberté et médias : vers une nouvelle culture ?

Animée par : Arlette Chabot, directrice générale adjointe, France 2

Avec : Jean-Noël Jeanneney, président des rencontres d'Arles, ancien ministre, ancien Président de la BNF, historien, **Nathalie Kosciusko-Morizet**, secrétaire d'État chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique, **Pascal Riché**, rédacteur en chef, Rue 89

Grand témoin : Jean-Louis Missika, adjoint au maire de Paris chargé de l'innovation, de la recherche et des universités

Fil rouge : Dominique Reynié, professeur à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

En une décennie, Internet et les nouvelles technologies ont totalement recomposé le paysage médiatique. En prenant le virage de l'Internet, les médias traditionnels (presse, télévision, radio) ont été forcés de s'approprier les outils du Web : les médias en ligne sont désormais complétés par des blogs, les rédactions investissent les réseaux sociaux, les médias se doivent de diversifier les supports de l'information (vidéo, son, texte, animations, etc.). Parallèlement, la révolution technologique a rendu possible non seulement la production mais aussi la diffusion d'informations et d'opinions par chacun, sans avoir besoin des canaux traditionnels. Cette accessibilité sans précédent et cette profusion inédite annonce-t-elle le véritable triomphe de la liberté ou bien son enfouissement dans la profusion, l'indifférenciation et l'inaudible ?

12h00 - 12h15 : Intervention de Simone Veil* « La République et moi »

12h15 – 12h30 : il y a 70 ans, l'appel du 18 juin ; lecture de *l'Affiche Rouge*, poème de Louis Aragon, par **Ariane Ascaride**, interprète du film de Robert Guédiguian *L'Armée du crime*, en hommage aux héros de la Résistance.

12h30 – 13h00 : Remises des prix animées par Elisabeth Chavelet, rédactrice en chef, Paris Match

- **Remise du Prix du Livre Politique** par **Bernard Accoyer**, Président de l'Assemblée nationale, **Alain-Gérard Slama**, président du jury 2010, les membres du jury du Prix du Livre Politique

- **Remise du Prix des députés** par **Bernard Accoyer**, Président de l'Assemblée nationale, les députés membres du jury du Prix des Députés

15h : Table ronde n°3 : égalité : quels progrès, quels reculs ?

Animée par : Laurent Joffrin, PDG, Libération

Avec : Aurélie Filippetti, députée de Moselle, **Hervé Novelli**, secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services et de la consommation, **Hervé Le Bras**, démographe, directeur d'études à l'EHESS

Grands témoins : Janine Mossuz-Lavau, sociologue, directrice d'études au CEVIPOF, **Chantal Brunel**, députée de Seine-et-Marne

Fil rouge : Gilles Finchelstein, *délégué général de la Fondation Jean Jaurès*

Principe historique essentiel inscrit au fronton de nos institutions républicaines, entre la Liberté et la Fraternité, l'Égalité ne peut se penser comme statique. Par construction, elle est un processus toujours en tension vers un objectif de justice ; elle n'est jamais accomplie ni garantie. Qu'en est-il alors de cette quête ici et maintenant en cette période de crise ? L'égalité est-elle en panne ou connaît-elle de nouveaux progrès à l'heure de la mondialisation de l'économie et de l'individualisation des comportements ?

Interroger les progrès de l'égalité, c'est nous pencher sur la société que nous désirons, sur la place que chacun peut aspirer à y occuper mais aussi sur les perceptions et les représentations des Français. Égalité n'est pas identité, et promouvoir l'égalité revient aussi à intégrer chacun au-delà de ses particularités et à reconnaître les différences afin qu'elles participent de cette intégration. Le constat d'un ascenseur social grippé et des conséquences inégales de la crise, qui touche d'abord les plus fragilisés, questionne jusqu'à la possibilité même d'assurer réellement l'égalité politique. Comment agir sur les inégalités dans le cadre d'une économie de plus en plus ouverte ? Comment garantir à chacun le respect d'une dignité essentielle à l'exercice de la mission de citoyen ? Et, fondamentalement, quelle égalité doit-on se fixer comme ligne d'horizon ?

15h50 : Introduction au thème de la fraternité par **Régis Debray**

Intervention de **Bernard Accoyer**, *Président de l'Assemblée nationale*

16h : Table ronde n°4 : fraternité : quelles nouvelles solidarités ?

Animée par : Gérard Leclerc, *président, LCP-AN*

Avec : Fadela Amara, *secrétaire d'État chargée de la politique de la Ville*, **Alain-Gérard Slama**, *éditorialiste, essayiste*, **Manuel Valls**, *député-maire d'Evry*

Fil rouge : Gilles Finchelstein, *délégué général de la Fondation Jean Jaurès*, **Dominique Reynié**, *professeur à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique*

Tempête Xynthia, séismes à Haïti et au Chili... Les catastrophes naturelles sont l'occasion de manifestations de solidarités locales ou mondiales qui prennent souvent l'allure d'une grand-messe, orchestrée par les pouvoirs publics et les ONG, sous l'oeil attentif des médias. Sensationnalisme ou empathie ? Nécessité d'informer pour susciter les réponses adaptées ou règne de l'émotion ?

À l'image des nouveaux réseaux sociaux et de technologies de l'information permettant une réponse toujours plus prompte à l'actualité immédiate, nos rapports avec nos semblables semblent de plus en plus faire abstraction des frontières physiques, tant spatiales que temporelles. La fraternité se ressent autant pour le voisin proche que pour l'habitant d'un autre continent, autant pour le contemporain que pour l'individu abstrait d'une « génération future ». Nous envisageons alors notre responsabilité comme multidimensionnelle et n'hésitons plus à mettre en débat la dette que nous avons envers des personnes que nous ne connaissons jamais.

Cela semble cohérent avec la définition de la Déclaration des droits et devoirs du citoyen figurant en tête de la Constitution de l'an III : « *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit ; faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir* ». Autrui est ici un terme bien général, qui invite à respecter l'Humain en tant que tel et d'où qu'il soit. Mais pouvons-nous réellement assumer cette responsabilité profondément morale ? Comment les transformations de la communication le permettent-elles ? Quelles sont les mises en oeuvre possibles et souhaitables de ces nouvelles formes de solidarité ? Confrontées à la logique du « penser global, agir local », comment les institutions classiques telles que les États intègrent-elles les nouveaux acteurs solidaires et leurs stratégies mondiales ? Comment mesurer l'efficacité de ces stratégies ?

17h : Table ronde de clôture : universalité de la République

Animée par : **Michèle Cotta**, *éditorialiste, LCP AN et Direct 8*

Avec : **Lionel Jospin**, *ancien Premier ministre*, **Caroline Fourest**, *écrivain, journaliste*, **Dominique Schnapper**, *directrice d'études à l'EHESS, ancien membre du Conseil constitutionnel*

Fil rouge : **Dominique Reynié**, *professeur à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique*, **Gilles Finchelstein**, *délégué général de la Fondation Jean Jaurès*

Nous pensons volontiers à la France quand nous évoquons « la République ». Il ne s'agit pas de nier qu'il existe une conception nationale de « la République ». Elle est liée à la manière dont la modernité politique est née dans notre pays, dans un grand mouvement révolutionnaire qui s'élevait contre la tradition de la légitimité dynastique et religieuse. Mais il importe de penser que le sens positif de « la République » réside dans son horizon universel. Non que la nation française, comme toutes les autres, n'aient pas des caractéristiques particulières. Comme toute nation, elle peut justement se revendiquer comme exceptionnelle. Il n'en reste pas moins que l'idée même de citoyenneté qui fonde la République repose sur l'idée que tout être humain, par-delà ses origines nationales, sociales ou religieuses, est susceptible de participer librement et également à la vie collective, celle qu'organise « la communauté des citoyens ». Le respect des valeurs et des normes de la République est un principe d'inclusion qui concerne tous les individus.

* sous réserve de confirmation